



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° M_DEC2303_023

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de MONTIVILLIERS**,

VU :

- La délibération n°2022.10/122 du Conseil Municipal du 10 octobre 2022, relative aux délégations accordées à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des personnes Publiques ;
- Le Code de commerce, notamment son article L .145-5
- Vu le courrier de Madame Anaïs JOYE en date du 12 janvier 2023 exprimant son souhait d'emménager dans un nouveau local au sein des Hallettes, Village d'artisans d'art plus spacieux pour développer son activité

CONSIDÉRANT :

- Qu'en application des textes à l'article L.145-5 du Code de commerce le bail dérogatoire ne peut excéder 3 ans pour l'exploitation d'un même fonds dans les mêmes locaux ;
- Que rien n'empêche les parties, au nom de la liberté contractuelle, d'y insérer une clause de résiliation ;
- Qu'un déménagement est sollicité avant la fin du bail initial ;

DÉCIDE :

De conclure au profit de Madame Anaïs JOYE la passation d'un avenant de résiliation amiable au bail dérogatoire qui a pris effet le 14 juin 2021 et la conclusion d'un nouveau bail dérogatoire pour l'occupation d'un local différent qui se terminera le 13 juin 2024.

Par délégation du Conseil Municipal,

**Le Maire,
Jérôme DUBOST**